

vance, loin d'exprimer un « mouvement anti-urbain » comme le pensait Jacques Le Goff, a particulièrement visé les petites villes, comblant les niches encore vides du réseau des frères mineurs⁸. Au début de la période moderne, dans le cadre d'un apostolat d'abord urbain, l'oraison mentale permit de prolonger l'esprit érémitique, sans pour autant ne constituer, évidemment, qu'une sorte de « palliatif » au manque de solitude dans l'espace. Intimement liée à la réélaboration mystique dont un lieu pouvait faire l'objet, elle résulta en effet directement de la véritable « explosion de la prière » qui, comme l'a rappelé Charles-Marie de La Roncière en ouverture du colloque de Chambéry, accompagna l'émergence des mouvements de l'Observance dès l'origine. Nouvelles dévotions, insistance sur l'oraison mentale et en particulier nocturne, importance accordée à la prière liturgique psalmodiée plus que chantée – avec, là aussi, de réels débats entre réformateurs sur la place à accorder à celle-ci –, autant de points qui permettent le double ancrage, que nous recherchons, dans la référence au modèle franciscain primitif et les ferments d'innovation ou de renouveau caractéristiques des XV^e-XVI^e siècles⁹.

Soucieux d'organiser désormais la réflexion autour de véritables « pièges » mettant en relief différences ou convergences et faisant apparaître d'éventuels « marqueurs d'identité » de l'Observance, c'est à ces thématiques connexes que nous souhaiterions consacrer deux nouvelles rencontres dont les actes donneront lieu à la publication d'un même volume. La première, au début de l'année 2006 à Clermont-Ferrand, sera consacrée à *La part du silence*, c'est-à-dire à la place de la *solitude* et de la *récollecion* dans les divers mouvements qui ont éclos au cours de notre période ; la seconde, qui aura lieu à la fin de la même année, se penchera sur les *Transferts de reliques et la circulation des dévotions*. Dans une optique d'approche comparative, une place sera faite à chaque fois à des communications portant sur d'autres familles religieuses.

Pour renseignements et propositions de communications, s'adresser à :

Ludovic VIALLET
Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand II
Viallet.Ludovic@wanadoo.fr

Frédéric MEYER
Université de Savoie, Chambéry
Frederic.Meyer@univ-savoie.fr

L'ÉCONOMIE DES MENDIANTS (XIV^e-XV^e SIÈCLES)

Si désireux soient-ils de se détacher des contingences matérielles pour vivre en ce monde l'anticipation du paradis, les hommes et les femmes qui, épris de perfection, choisissent de rejoindre un ordre religieux dans l'Occident chrétien au Moyen Âge, ne peuvent se soustraire aux réalités concrètes dont leur quotidien est fait. Leurs proches, leurs admirateurs, tous ceux qui leur font confiance contribuent à les mettre en présence des biens matériels qu'ils font profession de mépriser, mais qui, une fois reçus, suscitent la question de leur appropriation et de leur redistribution. Leur vie en communauté suppose de pratiquer un minimum de gestion de l'avoir – même réduit

1451 et à Moûtiers en 1471. Sur cet exemple et le cas plus général d'une province de l'ordre, voir Sylvie ALLEMAND, « Observances franciscaines et fondations érémitiques. Le cas de la province de Bourgogne », dans *Ermîtes de France et d'Italie (XI^e-XV^e siècle)*, André VAUCHEZ dir., Rome, 2003, p. 461-478.

8. Comme l'a clairement fait apparaître la cartographie élaborée par Jean-Marie Le Gall, et contrairement à ce que supposait Alain GUERREAU, « Observations statistiques sur les créations de couvents franciscains en France, XIII^e-XV^e siècles », dans André VAUCHEZ dir., *Mouvements franciscains et société française, XII^e-XX^e siècles. Études présentées à la table ronde du CNRS, 23 octobre 1982*, Paris, 1984, p. 41, note 20.

9. L'interrogation de Jacques Le Goff au sujet de la pratique de la prière dans le Franciscanisme primitif demeure valable pour la période qui nous intéresse : « On peut se poser la question de l'équilibre entre des formes très intériorisées d'oraison et la pratique (chez les Mineurs aussi) d'une prière quasi automatique, quasi magique, en particulier pour l'Ave et le Pater » (J. LE GOFF, *Saint François d'Assise*, Paris, 1999, p. 206).

à sa plus simple expression – qui permet au groupe de survivre, et elle conduit en général à prévoir aussi quelques besoins futurs. Repoussée par l'aspiration idéale à la pauvreté volontaire, la réalité du contact avec les richesses s'impose à eux. Et ils doivent sans cesse, pour y répondre, recourir au discernement qui les conduira au consentement ou au refus de posséder, d'entasser, d'exploiter, d'emprunter, de vendre les biens matériels : trame nécessaire d'une expérience humaine à laquelle nul n'échappe. L'ample recherche que Giacomo Todeschini a consacrée depuis une trentaine d'années à ce sujet¹ permet de l'aborder aujourd'hui avec un regard renouvelé, en prenant en compte dans toute sa profondeur historique la réflexion qu'ont déployée au sujet des réalités économiques des générations de croyants, penseurs lucides et avertis, et en même temps « professionnels de la foi » dont l'exigence première est de confronter toute forme d'expérience humaine avec le message de la révélation chrétienne.

Au sein de la riche diversité des formes de vie propres à chaque ordre monastique ou religieux, voire à chaque communauté se référant à telle ou telle règle, le cas des frères mendiants et de leurs consœurs présente peut-être, sur cette question, le terrain d'enquête le plus passionnant. La dénomination de frères « mendiants », aujourd'hui passée dans l'usage, s'est imposée lentement, diversement, et dans un contexte fortement polémique, au cours du XIII^e siècle. Elle souligne en tout cas la nouveauté provocatrice d'un style de vie impliquant, en principe, la dépendance économique des frères par rapport à la société environnante. Mais qu'en était-il en réalité ? Comment les frères, dans leurs couvents, ont-ils conçu et pratiqué au jour le jour cette « mendicité » apparemment essentielle à l'expression de leur identité ? On a depuis longtemps observé la différence de destin des communautés féminines, plus vite fondues, à quelques exceptions près, dans le paysage assez uniforme des monastères détenteurs et gestionnaires de biens immeubles souvent importants, par rapport aux couvents des frères en principe hostiles à la propriété foncière et enclins à privilégier l'aumône comme mode légitime d'obtention des ressources nécessaires à leurs besoins quotidiens. Mais il suffit d'ouvrir le livre de comptes d'un couvent dominicain ou franciscain pour constater la multiplicité et la complexité des transactions qui y sont enregistrées, pour y découvrir des traces indiscutables de la possession de terres, de la pratique des provisions, du recours au crédit et à l'embauche d'aides laïques salariés, et pour toucher du doigt, à la fin du Moyen Âge, l'invasion massive de la rente, dont les débats des maîtres traduisaient indirectement l'actualité à partir de la fin du XIII^e siècle. Expression d'un écart et d'un dérapage par rapport à l'idéal, ou vestige perceptible de modes de vie largement partagés ? Il est certain que le renoncement aux richesses et l'engagement dans une forme de vie façonnée par la pauvreté volontaire forment des référents normatifs forts, exprimés comme tels dans un certain nombre de documents juridiques émanant des ordres ou de la papauté. Il est certain aussi que la conscience du non-respect de ces normes a alimenté maintes réflexions théologiques et spirituelles qui révèlent des moments de crises et nous aident à en percevoir les données. Mais en deçà de ces remous de l'histoire, il y avait place aussi pour des inventions, des ajustements, le façonnement tâtonnant d'une économie qui ne soit pas contradictoire avec l'idéal de perfection des frères, voire même l'élaboration d'un discours qui fasse entrer des pratiques économiques d'abord expérimentées de manière pragmatique dans le champ de la rationalité.

Telles sont les réflexions qui préludent à l'initiative, prise en 2001, de constituer une équipe de travail en vue d'observer les pratiques économiques des frères et des sœurs appartenant aux ordres mendiants, et de les penser en système, afin de mettre en évidence les éléments d'une cohérence et d'une créativité sans doute largement occultées par l'éclairage historiographique, longtemps dominant, des débats autour de la pauvreté volontaire. D'abord constituée de chercheurs français, cette équipe a bénéficié de la riche expérience de Jacques Chiffolleau, découvreur de la magnifique

1. Notamment : G. TODESCHINI, « *Oeconomica franciscana. Proposte di una nuova lettura delle fonti dell'etica economica medievale* », *Rivista di storia e letteratura religiosa*, t. 12/1, 1976, p. 15-77 ; *Il prezzo della salvezza. Lessici medievali del pensiero economico*, Rome, 1994 ; en dernier lieu, *I mercanti e il tempio. La società cristiana e il circolo virtuoso della ricchezza fra Medioevo ed Età Moderna*, Bologne, 2002.

série des comptes franciscains d'Avignon, et depuis longtemps attaché à explorer l'économie ecclésiale² ; Nicole Bériou a inscrit ce projet dans le cadre du Groupe de recherches SALVÉ, dont elle anime un des programmes, portant sur les ordres mendiants³ ; et elle a facilité la tenue de plusieurs rencontres internationales, grâce au concours financier de l'Institut universitaire de France dont elle est membre senior. Ainsi, le groupe initial d'une vingtaine de chercheurs qui ont chacun présenté les ressources documentaires connues d'eux, lors d'une journée de travail à Paris (IRHT, 23 mars 2002)⁴, a bientôt pris une ampleur européenne. Un séminaire franco-italien a été accueilli par l'École française de Rome en septembre 2002⁵. Puis une journée d'études a été organisée à Lyon, en décembre 2003, dans le cadre de l'Unité mixte de recherches « Histoire et archéologie des mondes chrétiens et musulmans médiévaux » (UMR 5648 – université Lyon 2/CNRS/EHESS) sur le thème « Économie des Mendiants et société urbaine à la fin du Moyen Âge : les laïcs et les frères dans la transmission des patrimoines et la gestion des couvents »⁶. Dans l'intervalle, se tenait à Assise le 31^e Convegno internazionale di Studi francescani, portant sur « L'economia dei conventi dei frati minori e predicatori fino alla metà del Trecento ». Le comité d'organisation, dont fait partie André Vauchez, alors directeur de l'École française de Rome, avait en effet retenu la proposition de consacrer son programme de 2003 à cette question, tout en restant fidèle aux bornes chronologiques habituelles à ces rencontres annuelles. Avec leur efficacité coutumière, les organisateurs ont aussitôt engagé la publication des actes du colloque, auxquels cinq membres de l'équipe ont contribué⁷, et dont les conclusions ont été confiées à Jacques Chiffolleau. On dispose ainsi désormais d'un précieux panorama des sources et des questionnements qu'elles suscitent, du début de l'histoire des ordres jusqu'au milieu du xiv^e siècle environ.

2. Voir J. CHIFFOLEAU, « *Usus pauper* ? Notes sur les franciscains, la Règle et l'argent à Avignon entre 1360 et 1480 », dans *Horizons marins, itinéraires spirituels (V^e-XVIII^e s.)*. [Mélanges offerts à M. Mollat], Paris, 1987, vol. 1, p. 135-149 ; Id., « Pour une histoire de la religion et des institutions médiévales du 12^e au 15^e siècles », *Cahiers d'histoire*, t. 36/1, 1991, p. 3-21 ; Id., « Les transformations de l'économie paroissiale en Provence (vers 1260 - vers 1480) », dans *La parrocchia nel Medioevo : economia, scambi, solidarietà* [Actes du Colloque de Lausanne, oct. 1991], A. PARAVICINI BAGLIANI et V. PASCHE eds., Rome, 1995 (Italia sacra, 53), p. 61-117.

3. « Sources, Acteurs et Lieux de la Vie religieuse à l'Époque médiévale » (GDR 2513 du CNRS), qui fédère sept programmes de recherche, sous la direction d'Hélène Millet et Nicole Bériou ; e-mail : salve.gdr@cnrs-orleans.fr.

4. Ont été entendues des communications de : Paul Bertrand (IRHT-Orléans), Marie-Madeleine de Cevins (Angers), Jacques Chiffolleau (EHESS), François Comte (Angers), Florent Cygler (Dresde), Claudine Delacroix-Besnier (Amiens), Céline Delorge (Lyon), Christine Gadrat (IRHT-Paris), Corinne Leveleux-Teixeira (Orléans), Martin Morard (Paris), Donatella Nebbiai (IRHT-Paris), Luca Parisoli (Paris), Édith Pierregrosse (Chambéry), Sylvain Piron (EHESS), Damien Ruiz (Padoue), Hans Joachim Schmidt (Fribourg), Ludovic Viallet (Clermont-Ferrand) et Panayota Volti (Paris).

5. Cette rencontre a associé à une partie des participants à la précédente journée de mars (N. Bériou, P. Bertrand, J. Chiffolleau, Fl. Cygler, Ch. Gadrat, M. Morard, S. Piron, D. Ruiz, H. J. Schmidt, L. Viallet et P. Volti) huit nouveaux intervenants : d'Angleterre, Joanna Cannon (Londres) ; d'Italie, Gian Paolo Bustreo, Raffaella Citeroni et Franco Dal Pino, de Padoue, Michele Bacci, de Pise (désormais à Sienne), Raffaella Villamena, de Pérouse, Rosalba di Meglio et Giovanni Vitolo, de Naples. Elle s'est achevée par une table ronde à laquelle ont contribué Giulia Barone (Rome), Jacques Dalarun (directeur de l'IRHT, Paris), Luigi Pellegrini (Chieti) et André Vauchez (directeur de l'École française de Rome).

6. Elle a permis d'entendre des interventions de Francesco Bottaro (Padoue), Clément Lenoble (Lyon), Jens Röhrkasten (Birmingham), Hans Joachim Schmidt (Fribourg), Gian Maria Varanini (Vérone) et Philippe Yates (Canterbury). Frédéric Chartrain (Lyon, UMR 5648) y a joint une contribution écrite. La table ronde conclusive réunissait en outre Michele Bacci, Paul Bertrand, Joanna Cannon, Christine Gadrat, Martin Morard, Sylvain Piron et Ludovic Viallet.

7. Nicole Bériou, Florent Cygler, Joanna Cannon, Hans Joachim Schmidt et Cécile Caby.

Dans le prolongement de cette importante publication, le groupe de recherches constitué depuis 2001 s'est donné pour tâche prioritaire la préparation d'un autre livre, consacré aux *xiv^e* et *xv^e* siècles. Telle était, dès le début, la raison d'être des rencontres successives qui ont favorisé la maturation du projet.

En janvier 2002, un questionnaire d'orientation était proposé, afin de coordonner l'enquête des chercheurs invités à participer au séminaire romain de septembre. Il était distribué en cinq rubriques : 1) les sources du quotidien ; 2) la typologie des biens et des revenus des frères et des sœurs ; 3) les modalités de l'acquisition des biens ; 4) les modalités des échanges ; 5) le rapport des frères aux biens, à l'argent, en contrepoint des références à la pauvreté et à la mendicité. D'emblée, on s'était attaché à privilégier ici la question des ressources documentaires en provenance des couvents (registres de comptes, de cens et de rentes ; cartulaires ; autres documents d'archives), qui a aussi constitué l'objet de la première partie du séminaire tenu quelques mois plus tard à l'École française de Rome. Elle demeure à nos yeux primordiale : il faut prendre le temps de recenser ces sources méconnues et dispersées, de les constituer en corpus et de les soumettre à des analyses paléographiques et diplomatiques. A ces conditions seulement, elles pourront se révéler à nous en tant qu'objets conçus pour la gestion et pour la mémorisation, et il deviendra possible de saisir à partir d'elles des flexions chronologiques significatives comme celle qu'Attilio Bartoli Langeli et Gian Paolo Bustreo ont mise en évidence au colloque d'Assise, en repérant à partir du milieu du *xiv^e* siècle une différenciation croissante de leur typologie d'après quelques exemples italiens (inventaires de personnes, de biens, d'actes ; registres d'entrées et de sorties ; registres de gestion et de comptabilité), indice d'une stratégie active et consciente de production et de conservation fonctionnelles de la documentation. L'un des effets dérivés de l'enquête devrait être, à terme, la constitution d'une base documentaire accessible sur le site Internet www.mendicantes.net. A cet effet, un cadre d'analyse des sources et de la bibliographie a été défini et diffusé au sein de l'équipe de recherche au printemps 2002, afin de préparer l'alimentation du site.

Un autre champ documentaire essentiel est constitué par les actes notariés et par les testaments passés ou non devant notaire. Dans bien des régions (à Bologne ou à Liège par exemple), ce sont les archives des Mendians qui ont gardé la trace des premières séries d'actes testamentaires. Le rôle joué par les frères est tel que l'on peut se demander s'ils n'ont pas contribué, à côté du développement du notariat, à la très large extension sociale de cette pratique. L'attitude des Mendians face à l'acte de tester mériterait d'être étudiée, aussi bien du point de vue de la législation des ordres et du droit canonique en général (testament, patrimoine et possession ; testaments des frères avant leur entrée dans l'ordre ; présence des frères comme témoins ; possibilité ou non d'être nommés exécuteurs testamentaires ; type des legs acceptables ; développement et règlements des conflits avec les séculiers, etc.) que du point de vue de leur conduite effective, saisie à travers les milliers d'actes de la pratique qui sont encore disponibles, de Londres à la Toscane, de Lubeck à Barcelone. La part et la nature des legs dans l'économie des couvents, dans leurs revenus comme dans leur gestion courante, en serait considérablement éclairée. Au-delà même, il faut évidemment s'interroger sur les liens existant entre, d'une part, le testament, comme acte juridique manifestant une volonté individuelle (même s'il participe toujours de la reproduction familiale et s'il transporte des *habitus sociaux* très forts) ou comme acte de piété préparant à la mort et, d'autre part, les spécificités de la pastorale, de la spiritualité et de la théologie des frères.

À côté des testaments, bien d'autres actes, conservés dans les archives des couvents et dans les fonds communaux ou privés (notaires), sont aussi à l'intersection de la transmission des patrimoines et de l'économie des Mendians. Ils permettent d'entrevoir la place des laïcs dans la gestion même de ces établissements, dans les mutations patrimoniales qui les affectent, c'est-à-dire, fondamentalement, dans la façon dont ils s'inscrivent dans l'espace et dans le temps urbains, et dans la manière aussi dont ils participent à l'univers du marché. Procureurs, confrères, membres des tiers ordres, amis des couvents, bienfaiteurs et membres de réseaux de mouvances variées, commanditaires de travaux et d'objets d'art jouent à cet égard un rôle essentiel qui n'a jamais été étudié systématiquement – sans doute d'abord parce que la documentation

disponible le laisse peu apparaître –, mais qu'il faut prendre en compte. Les fonctions économiques de ces intermédiaires doivent donc être étudiées, notamment lorsqu'il s'agit de possession et de propriété, de rentes et pensions, de revenus réguliers qu'il faut pérenniser ou d'investissements pour « l'augmentation du culte divin ». Mais aussi, et dans un même mouvement, doivent être examinées la pastorale, la spiritualité et la théologie des frères directement liées à ces fonctions, et les liens sociaux ou religieux spécifiques que les Mendiants savent créer autour de leurs établissements.

Dans tous les cas, il semble essentiel de rapporter ces analyses à la conjoncture complexe et changeante de la fin du Moyen Âge (en termes de démographie, de prix, de salaires, de variations monétaires), non seulement pour mieux les articuler aux interprétations globales des historiens économistes, mais aussi pour mesurer plus exactement les capacités d'adaptation, d'insertion des frères dans le marché et le monde urbain, et pour comprendre certaines inflexions de leur pratique pastorale ou de leurs réflexions théoriques.

Nicole BÉRIOU

Université Lumière-Lyon 2

Jacques CHIFFOLEAU

École des hautes études en sciences sociales
UMR 5648 – Université Lyon 2/CNRS/EHESS

LES ARCHIVES ET LA BIBLIOTHÈQUE DU COUVENT DES DOMINICAINS DE RODEZ : JALONS POUR UNE ENQUÊTE

En matière d'histoire des couvents de mendiants, en France, nul ne peut commencer une étude sans se référer à l'enquête canonique initiée par Jacques Le Goff en 1968. Cette enquête constitue en quelque sorte les premières chaussures de tout historien qui apprend à marcher dans la forêt des ordres mendiants au Moyen Âge. Une fois de plus, nous les avons enfilées. Il ne s'agit pas de revenir encore sur les objectifs de l'enquête ni sur ses résultats, s'agissant des rapports entre les mendiants et l'urbanisation... mais plutôt d'insister sur les prérequis de l'enquête. Et notamment ce point sur la documentation, les sources conservées. A ce propos, l'article de G. Lagarde, concernant les archives des mendiants aux Archives nationales de France et paru en 1970, a des accents désabusés : bien peu d'archives médiévales de mendiants nous sont parvenues¹. Les autres médiévistes qui s'attaquent au dossier mendiant versent les mêmes larmes, qu'ils soient du Nord ou du Sud, nous n'en citerons que quelques exemples : W. Simons stigmatise les faiblesses archivistiques des couvents mendiants flamands, tandis que N. Gilbert se désespère en cherchant des archives des franciscains ou des clarisses du Roussillon². Et L. Valls déplore la très faible part de documentation médiévale lorsqu'il passe en revue les richesses archivistiques de la série H des Archives départementales de l'Hérault et qu'il décrit les fonds des couvents franciscains, carmes, dominicains... de Montpellier, de Lunel³. Il faut le reconnaître : au premier coup d'œil, les mendiants n'ont pas laissé d'amples

1. G. LAGARDE, « Les sources de l'histoire des ordres mendiants conservées aux Archives nationales », *Annales. ESC*, t. 25, 1970, p. 947-953.

2. W. SIMONS, *Stad en apostolaat. De vestiging van de bedelorden in het graafschap Vlaanderen (ca. 1225-ca. 1350)*, Bruxelles, 1987 (Verhandelingen van de Koninklijke academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België, Klasse der letteren, Jaarg. 49, Nr 121), p. 14-21 ; N. GILBERT, « Franciscains et clarisses en Roussillon. Sources archivistiques », dans *Sainte Claire en Languedoc-Roussillon. Conférences des colloques org. par le Musée Saint-Jacques de Béziers (5 mars 1994), les Archives dép. des Pyrénées-Orientales (7 oct. 1994), les Archives dép. de l'Hérault (4 févr. 1995)*, M.-É. BRÉJON DE LAVERGNÉE, C. LAPEYRE, J. LE POTTIER, M. SAINTE-MARIE eds., Nantes, 1995, p. 63-72.

3. L. VALLS, « La série H du département de l'Hérault (Fonds du clergé régulier avant 1789) », *ibid.*, p. 49-61, ici p. 54-55. On pourrait encore citer le constat dépité de M.-H. BLAQUIÈRE,